

**La Beaujoire :  
Stadier  
à deux  
balles** **P. 6**

La lettre à

**LULLU**



2€

L'avenir est à ceux qui se crèvent tôt

Irrégulomadaire satirique N° 56, mai 2007

Espaces pervers

## Jardiniers de pointe

Le fakirisme imposé sous le gazon, ou l'art du crève-pneu pour défendre l'herbe rapée, impose le triomphe des rustines.

Les circulations douces peuvent se durcir. Cyclistes et jardiniers de la ville se livrent une guérilla sans merci pour la conquête d'un petit mètre carré de pelouse. Le théâtre des opérations se situe le long de la Loire, au pied du pont Anne-de-Bretagne, dans le prolongement du quai de La Fosse. Doublant la première piste sur la chaussée du quai, une autre piste cyclable vient d'être tracée près du fleuve, à l'écart du flot de voitures, où quelques problèmes de compatibilité d'humeur et de trajectoire apparaissent tous les jours entre vélocipèdes et automobiles. Pour continuer vers le centre-ville, les cyclistes passent les feux tricolores du pont et doivent rouler sur deux mètres de gazon pour rallier la suite du parcours au ras du fleuve. Un peu gras en hiver au bas de la petite pente, le terrain a perdu un peu de poil. Les jardiniers sont fumasses. Ils klaxonnent les vélos, les coursent à grandes enjambées pour les engueuler. Ils vont même jusqu'à se planquer derrière un pavillon de promoteur immobilier pour coincer les cyclistes, les bousculer pour les obliger à entendre leur façon de penser ce crime de lèse-gazon.

Mais ces mesures ne suffisant pas à dévier les dizaines de cyclistes qui empruntent tous les jours ce passage, deux employés municipaux des espaces verts ont entrepris de piéger le terrain litigieux. Ils ont carrément bricolé des dispositifs crève-pneu artisanaux, enfouissant des planches cloutées à ras l'herbe, pour que les pointes dépassent juste de la pelouse clairsemée. Un cycliste a eu la surprise de crever des deux pneus et de reboucher une douzaine de petits trous dans sa chambre à air. Une planche a été déterrée par un cycliste, en état de légitime défense. Qu'à cela n'tienne. Les jardiniers enfouissent deux autres planches à clous, une sous la boue, l'autre à côté, encore mieux planquée sous une couche d'herbe. Une providence pour les marchands de rustines. Seules les limaces et les lombrics protestent, aucun ne se piquant de maîtriser les ancestrales techniques des fakirs.

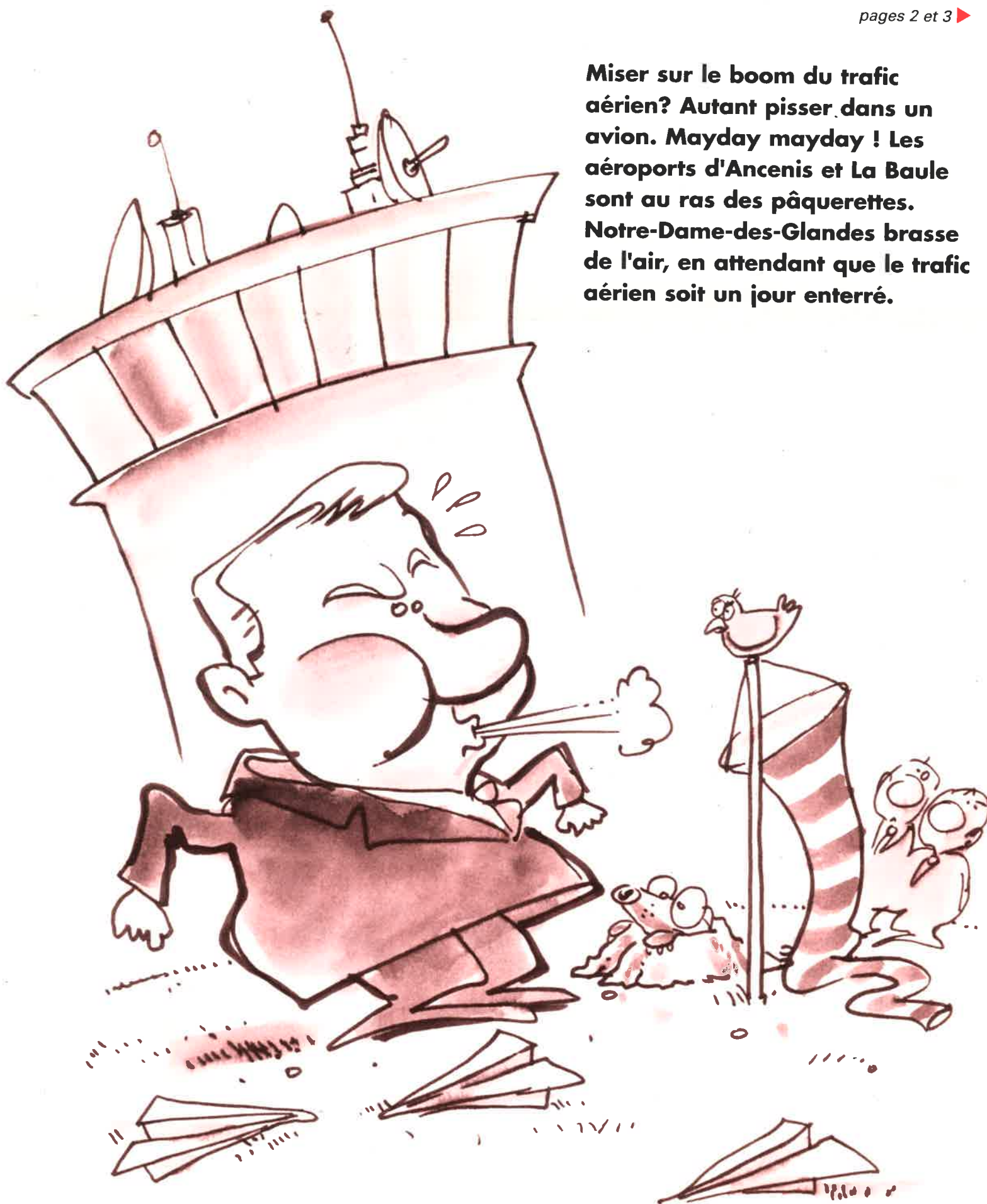
Freelance Armstrong

**DÉCOLLE PAS !**

# PISSE EN L'AIR

pages 2 et 3 ▶

Miser sur le boom du trafic aérien? Autant pisser dans un avion. Mayday mayday ! Les aéroports d'Ancenis et La Baule sont au ras des pâquerettes. Notre-Dame-des-Glandes brasse de l'air, en attendant que le trafic aérien soit un jour enterré.





Brin de zingue

## C'est quoi ce trafic ?

Pour les accros de la croissance et les toxicos du kérozène, le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est sur la bonne piste

C'était vendredi 13. Jour de chance pour les oiseaux de malheur. Pro de l'immobilier dans le civil, le commissaire enquêteur Thierry Flipo donne un avis favorable à la construction du nouvel aéroport. En 2020, si tout va mal, les pistes accueilleront les premiers z'avions. S'il y a encore des avions, et s'il reste de l'air. Sinon, on fera voler des gerfauts hors du charnier natal. Ou des éléphants mécaniques. N'importe quoi fera l'affaire.

Le projet a été imaginé à une époque où Concorde était le fin du fin du progrès. On prédisait au trafic aérien une croissance folle, une envolée exponentielle, une courbe à crever les cumulonimbus. Quarante ans plus tard, on décrète que le projet d'aéroport était, mais oui, d'utilité publique. Les conclusions du commissaire enquêteur comportent quelques perles, comme : « Les études seront menées dans le respect des principes du développement durable et dans le souci de minimiser l'impact environnemental ». Promis, les futurs rapports seront sur papier recyclé. Quelques pages durables plus loin, le rapport favorable concède quelques faiblesses au projet, mettant à « son débit » un truc aussi sybillin qu'« un pari sur l'avenir », ainsi qu'un « lourd tribut pour l'environnement (eau, faune, flore) ». Jamais, au grand jamais, n'est mentionné le léger problème de vouloir cramer tant de kérozène, quand on veut prétendre à un certain développement durable. Il y a aussi un truc rigolo : pour éviter une « mésaventure de type Mirabel », nouvel aéroport de Montréal abandonné au profit de l'ancien, la commission demande que l'activité de l'actuel Nantes-Atlantique soit « strictement limitée au trafic aérien lié à l'activité Airbus ». Mirabel, c'est le cauchemar des porteurs de beaux projets. Un abandon. Une désolation. C'était un délire des années soixante-dix. Le gouvernement canadien exproprie pour une poignée de nèfles un terrain immense, dix

fois trop grand par rapport à la zone véritablement occupée. Inauguré en 1975, il n'a jamais cessé de péricliter, jusqu'à sa fermeture le 31 octobre 2004, date du dernier vol avec passagers et de la fermeture du terminal. Il n'y transite plus que du fret. Aux dernières nouvelles, l'équipement pourrait être complètement condamné, transformé en complexe touristique avec parc aquatique, centre commercial, hôtel, plage artificielle. Revenons à Notre-Dame-des-Landes, qui n'est pas encore transformé en bac à sable pour retraités incontinents. Certaines parties de l'annexe sur l'« évaluation socio-économique et financière » du projet sont déclarées « trop elliptiques » pour être « comprises par le commun des mortels ». Il faut donc être l'exception des immortels pour piger. L'étude envisage plusieurs variables, comme un recul des voyages d'affaires, remplacés par des vidéo conférences à distance. Et pour la variable « propension à voyager en avion », le recul de l'âge de la retraite ne serait pas une bonne nouvelle pour espérer bourrer les charters de pépés et mémés en tongs payées par leur complémentaire retraite.

Roland Gravos

drive in

## Un aéroport ravitaillé par les corbeaux et les taxis

Château-Bougon, un aéroport ? Pas du tout, c'est un alibi à parkings, un drive-in géant.

On a bien remarqué : rallier en bus le centre-ville à l'actuel aéroport nantais, c'est pas de la tarte. Le plus souvent, il faut poireauter une bonne heure entre deux navettes, et même jusqu'à 1 h 35 d'attente à certains moments de la journée. Ce qui fait passer le poireau du stade décourageant au niveau carrément rageant. La ligne ferroviaire Nantes-Pornic longe l'aéroport. Personne n'a poussé à l'utiliser pour desservir le centre-ville, rallier le tram. Pourquoi un service si minable ? Consultant en transports, travaillant en Egypte mais résidant

partiellement au nord-est de Nantes, Bernard Fourage a une explication : « Les capitaux privés ne viennent que pour un truc réellement juteux, l'exploitation des parkings ». Le comble c'est que ces si lucratif parkings servent pour réfuter une extension possible de l'actuel aéroport Nantes-Atlantique. Le dossier soumis à enquête publique pour Notre-Dame-des-Landes réfute une extension du bâtiment de l'actuel aérogare, puisqu'un « parking silo à voiture interdit tout agrandissement ». La sacro-sainte recette des parkings (1985 places actuel-

lement) impose donc la baignole à court terme et condamne Château-Bougon. Notre-Dame-des-Glandes a prévu 6500 places de parking. Pourvu que les stationnements extensifs ne condamnent pas le déménagement du bel aéroport d'ici quelques années, quand d'autres décideurs futés trouveront que c'est trop près de la ville. Cherchez l'erreur. Voilà donc la baignole et l'avion nettement favorisés, au détriment du train, qui a pourtant le meilleur bilan environnemental. Les grands serments sur la lutte contre l'effet de serre font un peu

ridicule à côté de cet encouragement à polluer à plein réacteurs. Les élus de l'agglomération nantaise peuvent donc multiplier les opérations à veine écolo, Agenda 21 et autres mesures très localisées. Ces efforts ne valent que dans leurs petites frontières communales. Ce qui est bon pour les contribuables locaux se voit contredit pas le projet d'aéroport géant aux portes de l'agglomération. Mais pas de problème, comme le nuage de Tchernobyl, les ennuis s'arrêteront aux frontières administratives. On mettra même des agents municipaux pour veiller au grain.

## L'ALTERNATIVE À L'AVION : LE VOL À MAINS NUES



▶ attendre le top-départ des contrôleurs piéto-aériens

▶ feinter la douane cantonale

▶ franchir sans encombre les frontières communales

▶ apprécier de n'être jamais surbooké

▶ plier bien les genoux pour éviter les clandestins glissés dans le train d'atterrissage

Grands airs

## Restons kérozen !

Y'a pas à tortiller de la queue d'avion. Notre-Dame-des-Landes a mis le pilote automatique avant même d'avoir décollé.



Boom des voyages perso ? C'est sans compter les surcoûts énergétiques : « outre la hausse des cours du pétrole, le prix du litre de kérosène pourrait bien se voir surpénaliser par une taxation spéciale, décrétée suite à des accords internationaux genre « protocole de Kyoto bis ». Plombé par son inconscience des dégâts écologiques, devenant vite un luxe inacceptable, le trafic aérien peut se voir disqualifié dans l'esprit du public. Autant de raisons qui peuvent donner vite un coup de frein aux déplacements aériens.

Le dossier d'enquête publique balaie la concurrence des liaisons ferroviaires à grande vitesse, expliquant sans la moindre étude que le TGV est déjà là depuis belle lurette et qu'il a grignoté ce qu'il pouvait de parts de marché, faisant fermer les lignes Nantes-Orly, mais que ça s'arrêtera là. Ce qui ne compte pas l'accroissement de la vitesse du TGV qui vient de réussir ses essais à toute berzingue. Et un détail : « L'avion est tout de même de deux à quatre fois plus cher », note Bernard Fourage. Un détail qui ne tient même pas compte des mérites comparés de deux modes de transport, en terme d'impact global sur l'environnement.

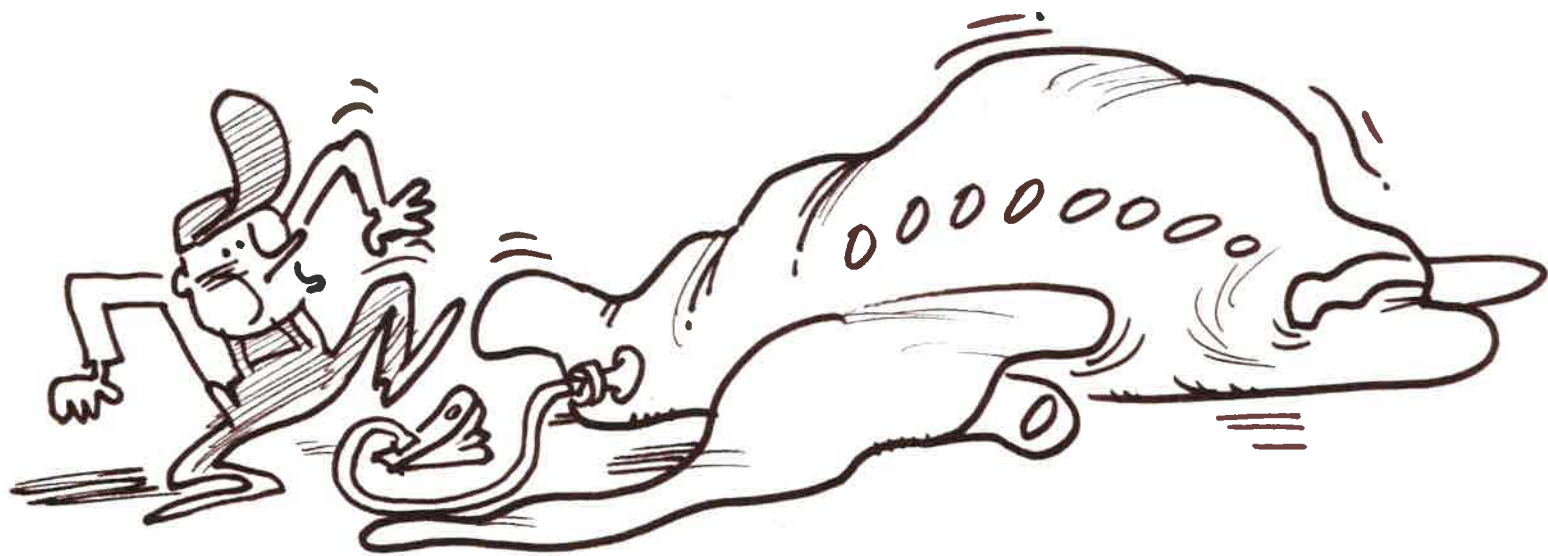
Bobards de tous bords

La contre-expertise indépendante de Bernard Fourage relève quelques belles menteries : « Les possibilités d'extension sur le site actuel sont limitées », dit le

dossier de présentation de Notredamedé-Land qui entend « répondre à l'évolution du trafic ». Il y a pourtant des exemples d'aéroports à une seule piste qui absorbent bien plus : Manchester (19 millions de passagers), Gatwick (31 millions)... L'emprise de l'aéroport de Nice équivaut à celle de Nantes mais traite 9,1 millions de passagers. Bernard Fourage estime la capacité de Nantes Atlantique entre 10 et 12 millions avec un aérogare. redimensionné, en déplaçant l'actuel silo à voiture accolé à l'aérogare, qui plombe les extensions. Quant à la sécurité et au survol de zone urbanisées, ces précautions devraient faire fermer illico, « avec dix fois plus de bonnes raisons », les aéroports d'Orly, Los Angeles et Luxembourg. Et toujours question sécurité, le projet NDLa du mal à faire oublier que la moyenne de 120 décollages par jour représente une menace non négligeable de crash dans l'axe, sur les sites à risques Seveso de la zone de Donges-Montoir. « Alors qu'une piste supplémentaire est possible pour quelques 50 millions d'euros, le déplacement vers Notre-Dame-des-Landes est une modif de confort d'environ trois milliards d'euros. Un suicide économique. D'autres aéroports d'Europe s'en dispensent », avance l'expert indépendant. Les partisans de l'aéroport envisagent très sérieusement de se dispenser de son avis.

Clément Aderpa





## Feuille de vigne Titube à essai

La foire de Vallet célèbre le pinard et décerne des Muscadets d'or, un trophée en forme de feuille de vigne. Outre le patron d'une brasserie chic à nom d'insecte, le palmarès a tenu à honorer un vice-président d'une association qui organise le rallye de Loire-Inférieure. Le lauréat est lui-même pilote de rallye. Le dosage de la gamma GT, ça doit être une marque de bolide grand tourisme. L'autre récipiendaire du troisième Muscadet d'or est une directrice commerciale d'une PME du cru qui fabrique des simulateurs de vol pour pilotes. Moralité, roulez bourrés, volez pintés. En l'air ou sur route, il faut soigner son alcoolami.

## Oui-Oui s'envoie en l'air

# Décolle pas, j'avions une belle piste

L'aéromachin d'Ancenis n'est ni un port ni un drome. Juste un trou à subventions. Comme disait l'autre, la propriété, c'est le vol.

Une tour de contrôle haute comme trois pommes, un bout de hangar genre hagarde de 1200 m<sup>2</sup>, une pistouille de 1200 m, des bureaux aux airs d'algècos fixes. Voilà les seuls airs que peut se donner le grand aéroport de poche d'Ancenis\*. Le dernier rapport de la chambre régionale des comptes le confirme : l'Aéropole d'Ancenis, c'est la cata.

En 1996, on établit la piste de douze cents mètres. Un succès sur toute la ligne : personne ne s'y est posé. Pas la moindre compagnie intéressée, pas de ligne régulière, même en pointillé. L'aérodrome est alors classé en catégorie I pour une durée de vingt ans, ce qui permet, note le rapport, « de faire décoller et atterrir exclusivement des avions dits "basés", c'est-à-dire sous la responsabilité de pilotes connaissant la piste et ses environs immédiats ». Les aviateurs des faubourgs nord d'Ancenis, en somme. Les parts de marché finissent en miettes au ras des paquerettes.

### Fausse piste

De 1994 à 2003, l'Aéropole a englouti 7,1 millions d'euros, dont 5 millions directement pour l'aérodrome. Après la folie des grandeurs, la fuite en avant. Tant d'argent investi que le fiasco est inadmissible. Impossible de débrancher la perfusion d'un équipement mort-né. Arrêter les frais ? Quelques élus du cru l'évoquent quand même, sans trop y croire. Alors, pour capter les avions d'affaires, les coucous à businessmen, les fuyards en avant imposent de rajouter au pot 3,1 millions d'euros. Histoire d'allonger la piste de 400 m, de l'élargir pour la passer à 30 m et d'installer un système permettant aux zingues de naviguer aux instruments. Comme ça, on pourra s'envoler et atterrir à Ancenis-city, jour et nuit par tous les temps. Un rêve. Faudrait bien un jour que ce qui est dénommé « aéroport de service et de proximité » soit effectivement « ouvert au trafic international sur demande » selon la formule officielle. « L'idée d'activités industrielles avec accès direct sur l'aérodrome n'est pas nouvelle, puisqu'elle était un des fils directeurs du projet de 1996.

Elle semble avoir prouvé son inutilité », disent pourtant les Verts du pays d'Ancenis\*\*.

Outre les investissements, les coûts de fonctionnement sont aussi préoccupants. Depuis 2003, deux contrôleurs aériens ont été engagés pour regarder voler les mouches à basse altitude, même si les recettes de l'aérodrome ne parviennent pas à couvrir leurs salaires à l'année. « Le déficit chronique s'explique par l'absence d'un véritable trafic d'aviation commerciale », assènent les magistrats comptables, évoquant un trafic « très très modeste ». Il faut remarquer que l'usage du « très très » est très très rare chez ces magistrats des comptes. On mesure ainsi l'effet littéraire destiné à saluer le sens de la modestie des promoteurs de la piste très très accueillante aux courants d'air. Au moins, ça évite que les manches à air et à rayures ne s'affaissent lamentablement. En 2002, on n'a enregistré que 178 vols commerciaux, l'année d'après, plus un seul. Nib ! Wallou. Nada. Que tchi. Pour les vols non commerciaux, donc des coucous privés de l'aéroclub, 2002 en compte 10 766, alors que 2003 n'en dénombre plus que 5761. Ça ne décolle pas, diraient les amateurs de métaphores.

### La bourse ou l'avion

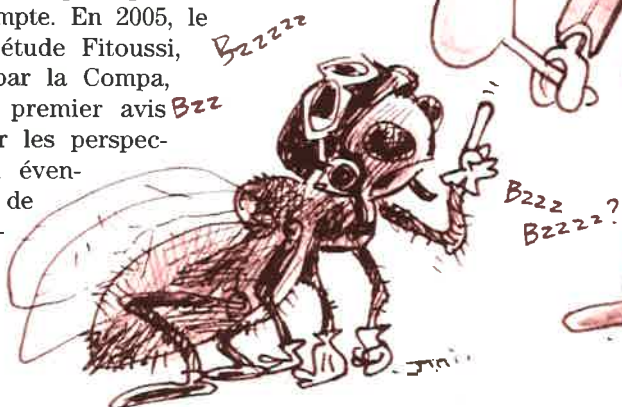
Personne ne tient à se risquer non plus à gérer le machin, ce qui dit en langage soft donne : « Les tentatives de la Compa (la communauté de communes qui regroupe 29 patelins et 53 700 pékins) de confier l'exploitation de cet équipement à un partenaire extérieur n'ont pas abouti ». Tout ça pour « un équipement dont la viabilité n'a pas été démontrée ». Mais il a quand même fallu dix ans d'obstination et de trous de taupes dans la piste pour s'en rendre compte. En 2005, le cabinet d'étude Fitoussi, mandaté par la Compa, remet un premier avis négatif sur les perspectives d'un éventuel projet de développement. Mais malgré une facture de

40 000 euros, ce n'est pas ce que voulait entendre le commanditaire. La Compa a donc remis 10 000 euros au pot pour un complément de rapport plus conforme. Faut être honnête : outre rallonger la piste et construire une cinquantaine de hangars pour faire garage à ce qu'on veut, coucou ou autre, ce cabinet d'étude a préconisé des trucs vraiment géniaux. Comme acheter un très indispensable équipement complet contre l'enneigement. Et surtout deux idées seules capables de sauver le désastre : créer un parking payant ou exiger un loyer au seul usager de l'équipement, l'aéroclub, jusqu'ici hébergé gratis. Enfin des recettes !

« Le budget annexe consacré au "parc d'activité Aéropole" rencontre des difficultés de commercialisation des terrains ménagés », reprend la chambre des comptes. En clair, personne n'en veut. Du coup, les déficits se creusent : de moins 230 000 euros en 1999, on plonge à moins 2,7 millions d'euros en 2003. Ce qui « pèse sur les résultats de la COMPA et sur sa gestion de la trésorerie. » D'ailleurs, pour ses tableaux de comptes administratifs 2005, la communauté de commune a une seule colonne pour « dépenses ou déficits ». Dans ce parc d'activité mirifique, on a bien vendu quelques terrains, mais c'est peanuts (419 000 euros) comparé aux dépenses d'aménagement (3,5 millions d'euros). Paraît que ça s'améliore un tantinet. On aurait vu un avion en papier atterrir. Les taupes sont priées de porter un casque.

Jonathan Lividstone

\* Doudou, roi de la piste, Lulu n°15, septembre 1997  
\*\* Presse-Océan, le 5 janvier 2005



## Looping loupé

# Les Baulois pissent en l'air

Pour sauver l'aérodrome baulois plein de trous récurrents, un projet-pilote cloué au sol.

Capitale de la jet set de Loire-Inférieure et autres départements affiliés, La Baule se doit d'avoir un aéroport digne de ce nom. Pour que les jets privés des VIP atterrissent subséquentement et à qui mieux mieux. Un must pour la clientèle des palaces de la chaîne Barrière. Faute de mieux, La Baule aligne donc 950 m de piste pour les coucous du beau linge. Il ne reste qu'une piste, la seconde est fermée, désaffectée depuis 1999.

Depuis le deuxième trimestre 2000, l'exploitation de l'aéroport est passée du syndicat intercommunal La Baule-Le Pouligen-Pornichet à la chambre de commerce de Saint-Nazaire. Mais bonne fille, le syndicat intermunicipal a gardé à sa charge le personnel et paye les impôts fonciers à la place de la CCI. Malgré cet arrangement-cadeau, malgré les hausses des tarifs de 13 à 17 %, malgré des taxes d'atterrissage les plus chères de l'Ouest, la piste à coucous de La Baule est le plus souvent en déficit. Les magistrats des comptes épinglent pourtant des tarifs trop bas « au regard du coût de l'heure de vol d'un avion fréquentant l'aéroport qui est proche de 75 euros de l'heure

pour un Cessna 150 (monomoteur biplace) et de 120 euros de l'heure pour un Robin (monomoteur quatre places) », ajoutant le coût des visites de sécurité annuelles, variant de 5000 à 10 000 euros par aéronef. Parce qu'attention, un avion privé, ça zingue ! Alors ça peut bien payer pour poser pneu à terre.

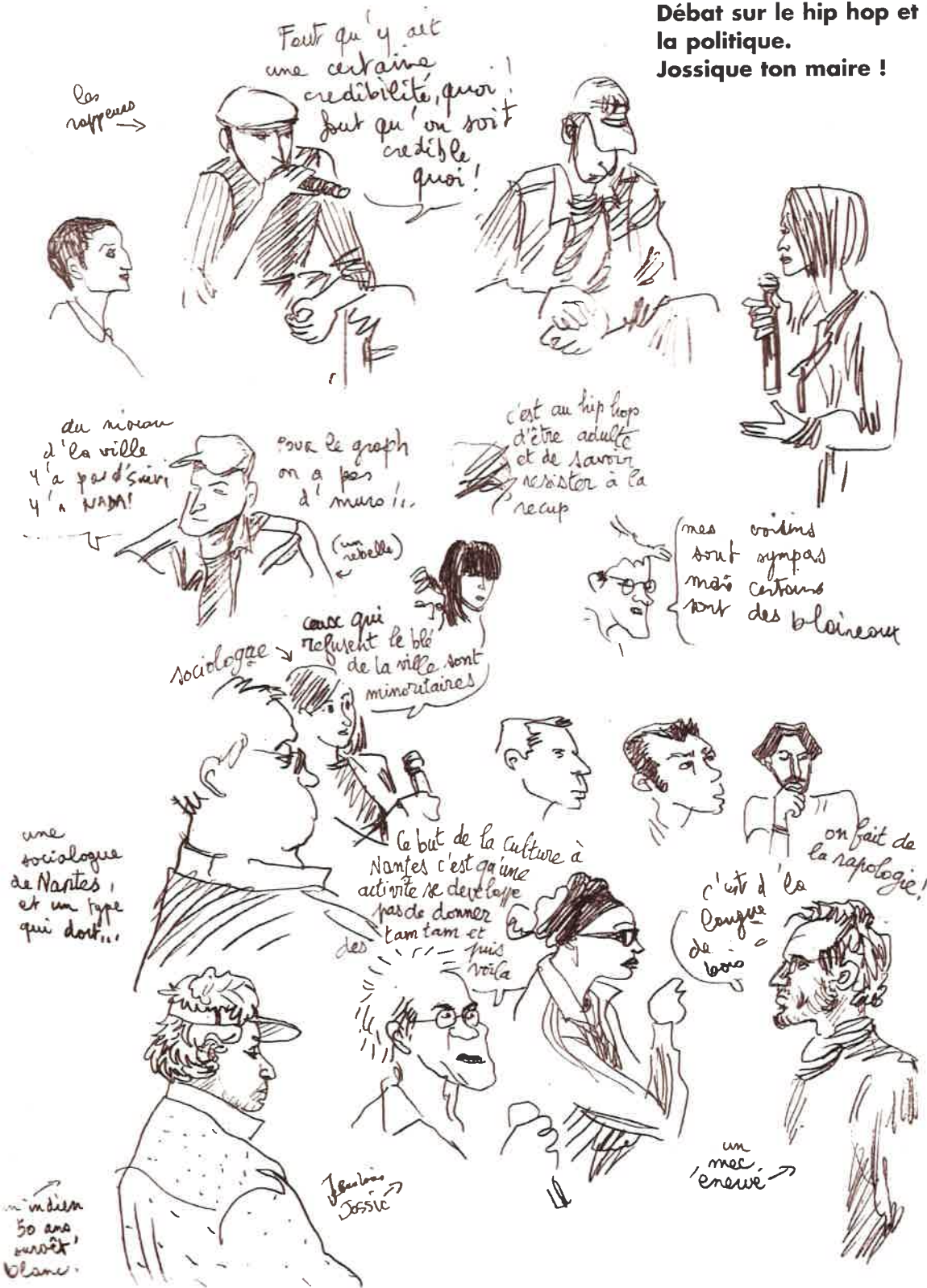
Pour tenter de faire fructifier ce pénible aéroport, une idée de génie : un projet de village aéronautique est dans l'air. Dans l'air seulement, mais depuis 1999 quand même. On a quand même déjà dépensé 71 650 euros d'études de faisabilité et élaboré un cahier des charges d'un lotissement. Complication : l'un des trois associés, la commune de Pornichet, est contre ce projet qui prévoit une dizaine, voire une quinzaine de maisons avec garage pour garder au chaud son coucou à demeure. Il faut ajouter des routes entre la porte du garage à zingue et le terrain de jeu des mouettes, et vole la galère. La chambre des comptes trouve le projet hasardeux. Etant donné le risque financier que la communauté d'agglomération ne peut assumer, on a cherché un promoteur privé pour lui refiler le bébé. Pour 4,1 millions d'euros, la société Nexity achèterait la portion de plancher des vaches nécessaire. Mais il y a quelques problèmes : cette création pourrait bien être en contradiction avec les règles et plans d'urbanisme, mais aussi avec le très officiel plan d'exposition au bruit qui « interdirait la construction de nouvelles unités d'habitation dans la zone concernée ». Chez Nexity Foncier Conseil, on la joue zen : « Ce sont des contraintes, pas de obstacles. Un plan local d'urbanisme, ça se modifie. Et question bruit, on en a déjà, puisqu'il y a une piste à côté ». Officiellement, le projet est déclaré en stand by et les élections servent à expliquer cette urgence à attendre de quel côté tourne le vent. On pourrait envisager de proposer des tentes à la place des maisons. Le droit au logement opposable aux avions de loisir.

Louis Blaireau



# La rap attitude de service

Débat sur le hip hop et la politique.  
Jossique ton maire !



Orga

## Les partis de la baise

Que demande le peuple ? Du pain et des jeux ? Ringardd. On l'aura par du sang et du sperme. Des petits malins ont déniché sur le site internet des pages jaunes, qu'en tapant pour Nantes « organiser la tuerie » ou « organiser la baise » dans la zone « activité », l'annuaire électronique balançait direct toutes les coordonnées des sièges des partis politiques et rien d'autre. Pour les nouveaux adhérents, les guerriers l'emporteront-ils sur les pornographes ? Suspense haletant.

Pubalgie

## On est panneau de la dernière pluie

Aggressions en plein centre ville. Que font donc les polices, poulaga locale et nationale ? Rien. Faut dire, les agresseurs sont trop connus. En 1991 et 1993, la Ville de Nantes faisait dans le vertueux, retirant des axes de circulation quelque 900 des 2400 panneaux de pub format quatre par trois. Tout ça pour défendre l'art de vivre, l'environnement, la qualité de l'air débarrassé de réclame inutile. Depuis on s'est bien rattrapé. D'abord, en réinstallant en 2003 de nouveaux panneaux à images qui bougent, le top du top, l'agression publicitaire vidéo\*. Rebelote trois ans plus tard avec l'octroi 225 panneaux de 2 m2 le

long de la ligne du Bus Way, en plus des 1800 panneaux que la société Clear Channel maîtrise déjà. Cette année, nouveau deal pour pub envahissante, avec le marché passé pour les vélos urbains, en l'échange de 65 panneaux d'affichage de 8 m2, 108 nouvelles sucettes de 2 m2 dans les stations de tram, et 103 autres panneaux sur les bornes d'infos et le mobilier des stations de service de vélo. D'un autre côté, faudra bien trouver comment consoler les annonceurs déçus par la saison du FCN. Nantes, la ville des panneaux de la mémoire.

\* Voir « Panneaurama d'une ville-pubelle », Lulu n°41

Lutte Uvrière

## Zapaterare humanum est

Il a fallu que Ségolène Royal en campagne vienne causer culture à Nantes, devant les pros de la profession, pour qu'elle déniche un véritable scoop historique. La rencontre en petit comité, sur invitation, a lieu le 26 mars au Lieu unique, qualifié par madame Royal de « symbole des combats ouvriers contre la fermeture de l'usine ». Où a-t-elle pêché ça ? La Zapatera doit confondre avec les chantiers navals. L'usine Lefèvre-Utile a transféré la production à La Haye-Fouassière en 1986 sans mobilisation ni mouvement syndical notoire. L'abandon du site et la transhumance à 14 km au sud n'auront finalement laissé que des souvenirs d'odeurs de biscuit en ville. Madame Royal confond le temps des cerises et celui des crises.

\* Le Monde, le 28 mars 2007

Hip holic

## Rap à fromage

Zy va. Subversif toi-même. Celui qui l'dit qu'il y est.

Ha, la jeunesse à casquette ! Pas moyen de discuter sans prendre un flow en retour. Jean-Louis Jossic, adjoint à la culture de Nantes en sait quelque chose. Invité au débat « Hip-hop et politique », en clôture du festival Hip Opession, l'élu a fait la remuante expérience du débat participatif. Dix minutes d'échanges et hop, le débat s'est figé sur la personne du maire.

« Jean-Marc Ayrault est partout. Il va à tous les concerts dans les quartiers. Il veut récupérer les rappers. Mais à côté de cela, il fait de l'antisocial en vidant les squats ! » Dans la salle, grapheurs, danseurs, chanteurs ouvrent le feu ! Les plus subversifs sont restés chez eux, échaudés par le débollonnage de la municipalité socialiste après l'épisode de Colt 44\*. La polé-

mique a refait surface\*\* trois jours avant le premier round des présidentielles. Huit mois après les faits, l'Unsa-police a porté plainte contre l'un des deux auteurs de Tipikal pour « injures publiques » et « provocation à la commission d'atteinte à la vie ». « Jamais le maire n'a porté plainte dans cette affaire », prévient Jossic. Au contraire, bandes d'ingrats ! La rap attitude de la ville se chiffre à 169 000 euros en 2006. « C'est l'un des secteurs culturels les plus soutenus. Mais qu'on me traite d'enfoiré. Qu'on insulte ma mère et qu'on vienne me dire après : donne-moi du

pognon pour l'affirmer. Non, je refuse ! », a osé, limite indigné, l'élu visiblement pas très au fait des codes du hip-hop. Tu parles d'un message : « Les armes en vente libre, ça c'est subversif ! », pouffe Jossic.

« De toute façon, si tu es en marge des structures, la ville te zappe », coupe court Logan, un rappeur qui dénonce toutes formes de récupération. Une jeune fille en rajoute une louche : « Faudrait pas oublier que le hip-hop est la culture de la stigmatisation et de la misère. C'est un art subversif qui ne peut pas accepter de financements ».

Dans la salle, Isabelle Kauffman,

sociologue est l'auteur d'une thèse sur « Le hip-hop et la fonction de socialisation ». Elle mesure le décalage et sans braquage, renvoie gentiment les jeunes acteurs de la scène hip-hop à leurs contradictions. Crise « identitaire » des rappers. Combien se sont pris le micro « dans le tourbillon des années 1990 » ? Le ratage professionnel en a laissé plus d'un sur le carreau. Maintenant, ils font la queue pour grappiller un bout de fromage municipal. Rebelles mais pas trop !

MC Héralut

\* Lulu novembre 2006  
\*\* 20Minutes 12 avril





## Pipettage

### A lire avec modération

On connaît le premier commandement à Ouest-France : dire sans nuire. Il faudra désormais y ajouter le très peu éthique : boire sans soif.

En notre bon vignoble, la pipette accordée par des professionnels n'est pas une fellation d'origine contrôlée mais bien un trophée décoratif qui compte à la revente du pinard primé. La rédaction du cru de « le-plus-grand-quotidien-de-France-et-des-vins-du-pays-nantais-réunis » a organisé l'événement le 9 mars dernier, au siège du journal. Tables rondes dressées, bien nappées, verres à pied bien rangés. Et un crachoir de principe, genre dégustation pro. Puis les jurés ont pris place plus dignement qu'ils n'ont quitté les lieux. On a débouché des flacons en rafales. Ça a pétié comme à Gravelotte. On a siroté en quantités bachiques. Le lendemain, la manifestation a fait l'objet d'un éminent billet désignant la piquette gagnante de la pipette d'or.

On le sait depuis des lustres, le bon vin fait du vinaigre comme

l'information fait un journal. Et du premier janvier au 22 avril 2007, les archives toutes éditions d'Ouest-France dénombrent environ 350 papiers parus regroupant les mots : « alcool » et « volant ». La même gazette se vante pourtant d'avoir organisé un colloque réunissant, à Sainte-Luce-sur-Loire, une cinquantaine de patrons pour parler de ce « fléau »... « tabou »... « inexcusable » qu'est l'alcool sur le lieu de travail et prôner « les pots sans alcool ». Tout ça en partenariat avec l'Association sécurité routière en entreprise (ASRE 44) et la Caisse régionale d'assurance maladie.

Pourtant, pas besoin de rappeler à ce quotidien chrétien qu'un des miracles du Christ a été de changer l'eau en vin et pas le contraire. C'est même pour ça que l'un a tant de fidèles et l'autre tant de lecteurs.

L'acolyteanonyme

### Plus vieux métier, toi-même !

#### Pouffe, pouffe, ce sera toi

Pour faire jeune, prendre l'air décontracté. Au risque de faire gros bœuf voire gros beauf. Dans une double page du magazine Technikart dédié à Nantes, le rédacteur se lâche, parlant de « putes à franges (anciennement bourgeoises avec maison à La Baule) qui ont découvert la vie en même temps que les Strokes et les Libertines ». Se faire traiter de pute, ça doit faire branché. Ouest-France, qui cherche à rajeunir son lectorat, tente de consacrer un article érudit à la délicate histoire des blondes, et aux blagues circulant à leur sujet sur internet. Passionnant. Cinq photos à l'appui de la démonstration, dont celle de Paris Hilton, ainsi légendée : « La blonde "pouff" ». Cette déculpabilisation de la prostitution honore le journal chrétien. D'autant que pour se racheter, un article propose de suivre le carême sur internet, sans bouger de chez soi, sans doute devant la porte de son frigo soigneusement fermée. On attend plus que les cyber confessionnaires installés dans les lupanars virtuels.

### bille en tête

#### Terrible victime du sembletilisme

Un petit rien dans la jambe. Ou peut-être moins. A l'impossible de l'affirmer, nul n'est tenu.

Il est arrivé un truc très très grave. Une agression. Quelques jours avant le premier tour des présidentielles. Non mais vous vous rendez compte. Z'avez pas l'air de mesurer. Résumons. Une employée d'un magasin de fringues de la galerie marchande Atlantis a reçu une bille dans la jambe. Tirée par un pistolet utilisé pour le paint ball. Sous la signature de Charles Centofanti, Ouest-France nous en fait un rapport apocalyptique. Ça commence comme ça : « La nouvelle a immédiatement suscité l'inquiétude ». On est pris de trembler. Mais après, le fait-diversier est un peu dans le flou : « Une bille de pistolet reçue, semble-t-il, dans la jambe »\*. C'est peut être l'oreille ou le foie, pas sûr. Mais pas la rate, sinon ce serait raté. Mais en fait, on ne doit pas rire : ce presque drame s'est déroulé là où travaillait la victime d'un fait divers plus dramatique, Sophie Gravaud « dont le corps sans vie a été retrouvé » une semaine plus tôt. « Une de ses collègues a-t-elle pu être la cible de jeunes ? L'événement est-il en lien avec l'affaire ? S'agit-il d'une simple coïncidence ? Impossible de l'affirmer hier soir », affirme pour-

tant l'article. Pas de bol, la victime ne coopère pas et se montre assez peu alarmée : « Je n'ai rien. Il ne s'est pas passé grand chose, il y a juste eu des jeunes qui voulaient s'amuser ». Le commissariat n'en fait pas un plat. Juste un « incident mineur ». Circulez, y'a rien à voir. Sur le site internet d'Ouest-France, l'article figure sous une bannière de pub vantant les mérites anti-vol et de systèmes d'alarme connectés à un centre de surveillance, avec vigile près à bondir : « Protégez vos biens et votre domicile 24h/24, 7j/7. Plus de 300 000 cambriolages ont lieu chaque année ». Et quelque jours plus tôt, le même journal bien pensant épiloguait sur une grave paradoxe de la campagne électorale : « Pourquoi l'insécurité n'accroche pas le débat »\*\*, avec un sociologue commis d'office : « Après tout, pourquoi développer un thème qui ne semble plus intéresser les Français ? », épilogue alors Ouest-France. Quand la soupe est si bonne, la déontologie impose de remettre le couvert. A table !

Albert Poudre

\* Ouest-France, le 20 avril 2007

\*\* Ouest-France, le 11 avril 2007

## TONUS ÉTUDIANTS : OUEST-FRANCE SE RÉPENT



C'est à boire qu'il nous OF

### La cuite au prochain numéro

Entre cantiques et chansons à boire, Ouest-France a choisi le pinard de messe. Et la scizophrénie qui dénonce les méfaits de l'alcool tout en les encourageant.

La morale, c'est bien gentil, mais c'est pas ça qui va attirer les jeunes à lire Ouest-France. Cet excellent journal traite pourtant des problèmes de société avec sobriété. Exemple l'alcool. On le sait, c'est pas bien de s'adonner à la boisson. Ça saoule, ont constaté les plus éminents experts. La démocratie chrétienne n'étant pas soluble dans l'alcool, Ouest-France titube un peu. Tout à son manque d'élixir de jouvence, le groupe multiplie les formules pour flatter les djeunes. Au risque de paraître avoir une position alambiquée sur l'alcool. Ainsi le site internet *maville.com* publie à foison des photos des tonus et des folles soirées étudiantes. On y lit aussi les annonces des prochaines fiestas où la bière est à deux euros, le « hard » à trois, le tout sponsorisé par *Hitwest*, la radio du groupe Ouest-France. Evidemment, il faut compter sur l'open bar pour s'abreuver gratis, sans limite, sauf celle du bout de la nuit. Open bar, c'est alcool à gogo. Les photos de ces soirées arrosées présentent des galeries de fêtards éméchés, aux yeux allumés, accoudés au bar ou dansant dessus. « Y'a pas que les études dans Maville ! » dit le site. Y'a aussi ma biture collective, mon vomi instantané et mes lendemains qui gueulent de bois.

Quand un article traite de la soirée de l'Icam, l'Institut catholique des arts et métiers nantais\*, la plus grosse teuf étudiante de l'agglomération, le regard se fait amusé, presque complice. L'alcool est un élément constitutif de la nuit : tant qu'à faire on précise, texte et photo couleur à l'appui que deux travailleuses de la nuit, deux « miss Kronembourg font la promotion de la brasserie » du même nom. Sans que cette poussée à la consommation et ce contournement explicite de la Loi Evin ne

fassent tiquer. Une marque de champagne (non citée celle-là) a aussi fourni tabliers et calicots estampillés à son sigle. « Un parrainage pourtant interdit par la loi », commente laconiquement l'article. C'est pas bien de s'allumer mais ça reste entre gens dignes. Le même alcoolisme, mais dans la rue, est traité autrement dans la rubrique faits divers du même jour, qui titre : « Gnôle, gnons, geôles ». Cet alcool-là rejoint l'axe du mal. La police veille et remplit ses cellules de dégrisement. On oubliera au passage un vieux fait divers d'octobre 2004, quand un policier nantais bourré a provoqué à la roulette russe un collègue tout aussi allumé, et que le coup de flingue à dessoudé la moitié de ces deux policiers beurrés comme des petits Lu. Mais ça devait être dans un espace virtuel puisque, comme chacun sait, la consommation d'alcool est interdite sur les lieux de travail. On oubliera aussi l'épisode peu glorieux où Ouest-France, via sa régie pub, s'est fait payer par la préfecture de région Bretagne la publication de publi-reportages maquillés en enquêtes, le tout pour fustiger l'alcool festif des jeunes\*\*.

#### Boire ou con

Le lectorat étudiant étant décemment un nouvel objectif majeur pour faire baisser l'âge moyen de la clientèle, Ouest-France ne se contente pas de servir gratuitement le quotidien du jour dans différents points du campus (au grand dam des kiosquiers alentours, qui eux vendent le même journal du même jour). Nouvel article sur les tonus étudiants\*\*. Une demie page qui, le jour anniversaire du fameux mouvement de mai 68, ne traite pas « de la misère en milieu étudiant » mais bien du business des soirées. Cette fois, l'alcool est envisagé

comme « le nerf de la guerre » et non pas un vice préjudiciable aux neurones de ces futurs chômeurs. Cette source de revenu bienvenue est ainsi précisée « pour une soirée de 1000 personnes, avec open bar, on prévoit de 4000 à 6000 litres ». Dit autrement, ça fait quand même de quatre à six litres par tête de pipe. Gin-to, vodka piment, soho-orange, whisky-coca, rhum-machin, ou autres joyeusetés qui déchirent. Et quand il n'y a plus d'alcool à 2 h 30 du mat, c'est la cata. Auprès des BDE, alias bureaux des élèves, organisateurs de ces beuveries, les grandes marques d'alcool se montrent très offensives. Y'aurait comme un marché. Faut bien que les fabricants d'alcool forment leur clientèle, si possible dépendants, c'est bon pour les dividendes. Quentin, étudiant en première année à l'école centrale le dit carrément : le but, c'est « boire sans se ruiner ». Ouest-France se vante de participer à ce qui est réprimé ailleurs : pour alléger la facture de ces soirées, « les sponsors et autres partenaires jouent un rôle important : *maville.com* prend en charge l'affichage, différentes marques d'alcool offrent des cadeaux »\*\*\*. D'ailleurs, la morale est sauve, en marge de de ces bitures en règle, on présente une initiative pour raccompagner les plus éméchés. Le lendemain, Ouest-France titre courageusement « Les jeunes et l'alcool : on ose en parler »\*\*\*\*. Faut dire que là, ça rigolait plus, un gamin de 12 ans s'est retrouvé quasiment en coma éthylique. Ouest-France épingle la banalisation de l'alcool qui « a fini par intoxiquer les plus jeunes ». Fini, fini, c'est bien gentil, mais qui c'est qu'a commencé ?

Alain Bibé

\* Le 29 janvier 2007

\*\* Libération, le 20 décembre 2005

\*\*\* Le 22 mars 2007

\*\*\*\* Le 23 mars 2007





## Lubrlicité aux commodités Louboutin au ptit coin

Dans un magazine très BCBG, les écrits olé olé mettent en cause l'honneur des cagoinces baulois. Mais ce n'est pas pour autant un motif de licenciement. Qu'on se le lise.

Sale temps pour les mouches. La police judiciaire auditionne une vingtaine d'anciens journalistes du *Nouvel Ouest*, qui ont œuvré sans être payés en salaires. Ce qui fait suite à d'autres ennuis.

Il y a trois ans, la rédac chef de Nantes-Femmes, autre fleuron du groupe *Nouvel Ouest*, avait été virée pour une histoire de cul. Juste pour l'avoir publiée. C'était l'été 2004. Le N°3 de *Nantes-Femmes* publie une enquête sur « la séduction » et le désir au sens très large, depuis des mômes de huit ans jusqu'à une grand mère de 73 printemps. Gars et filles, les adultes évoquent la drague, et approchent les relations libidineuses hors mariage, cachées sous le nom de code « *attirance physique* » et autres euphémismes dégoûtants. Là où ça tourne gore, c'est quand un bellâtre de 25 ans évoque sa déontologie de dragueur : « *Moi, démonter une gonzesse dans les chiottes d'une boîte, comme ça se pratique parfois, ce n'est pas mon style* », avant de préciser : « *Certains étés, on a pu faire des paris sur les nanas à draguer. Il y a bien un côté primaire qui fait partie du jeu, c'est vrai. Tu es toujours plus fier de t'être fait une nana la veille, vis-à-vis des potes qui te demandent : "Dis donc hier soir, t'as ramené ?"* ». Le tout venant des magazines féminins normaux, en somme. Des trucs qu'on lit tous les jours dans *Hier-soir magazine* ou dans *Démontage-dans-les-chiottes hebdo*. Mais pour le patron Hervé Louboutin, c'est l'horreur absolue : « *Propos vulgaires incompatibles avec l'image de marque du magazine* », dit son avocat en se pinçant la bouche. L'article a donc valu la porte à la rédactrice en chef Fabienne Crinon, licenciée pour « *différend sur la stratégie éditoriale préjudiciable aux intérêts de l'entreprise* » et « *incompatibilité d'humeur* ». Deux motifs balayés par les prud'hommes le 13 décembre dernier. Le jugement considère que le différend ne repose sur rien, ni « *faits objectifs et matérielle-*

*ment vérifiables* », ni quoi ni qu'est-ce. Et que l'incompatibilité d'humeur n'est jamais un motif suffisant. Quant au préjudice soi-disant subi par le magazine, faute de témoignage de dégoûtation, ou d'attestation de perte de chiffre d'affaire, les prud'hommes s'en sont carrément contrebalancé. Le licenciement est donc jugé abusif. En revanche, en cette première instance, les conseillers prud'hommes n'ont pas condamné l'employeur pour travail dissimulé, faute de preuves jugées suffisantes. L'ex-rédac chef a quand même obtenu que ses deux CDD successifs à mi-temps, d'octobre 2003 à fin octobre 2004, soient requalifiés en CDI à plein temps. Le *Nouvel ouest* se prend une nouvelle veste, finalement condamné à plus du double : 24 683,56 euros.

Autre affaire pour le même titre. Pascale Brosseau et Stéphanie Fuentes avaient été contraintes d'accepter un paiement de leurs articles et photos sous un statut de correspondantes locales de presse. Un statut que *Le Nouvel Ouest* leur a imposé après avoir promis monts et merveilles. Elles ont eu aussi gain de cause dans un jugement du 17 janvier. Payées au rabais par *Nantes-Femmes* mais comme travailleuses indépendantes, pas salariées comme journalistes, ces deux anciennes employées ont obtenu 11 386 euros. Et les prud'hommes leur reconnaissent le statut de journalistes. D'autant qu'elles étaient aussi pillées de leurs droits d'auteur par des réutilisations abusives, sans leur accord, de leurs textes et images dans deux autres magazines, *Rennes-Femmes* et *Angers-Femmes*, et sur le site web de *Nantes-Femmes*.

Des jugements exécutoires immédiatement, ont décidé les prud'hommes. On verra en appel s'il faut en rester à ces condamnations, les alourdir ou les alléger. Les juges pèsent toujours leurs mots. On est instamment prié de remonter les gonzesses dans leur boîte.

Simon Debauvoir

## extrémolos dans la voix

### Propaganda cht'affole

Faut se pincer pour le croire. Ce titre dans *Ouest-France* : « *Le Breton est plutôt xénophile* ». Une citation de... Jean-Marie Le Pen. On se repince : c'est une pub du magazine Bretons qui livre ce scoop. Avec cette précision à destination des mal-comprenants : « *Xénophile : qui manifeste de la sympathie à l'égard des étrangers* ». Bretons, « *un autre regard sur la Bretagne* », vante la promo du mensuel lancé l'été 2005, qui s'est vite trouvé un partenaire permanent en *Ouest-France*, qui appose son logo à la une. Le journal que rien n'affole, même pas de laver Le Menhir plus blanc.

## Cochon qui s'en D2

### Stadier à deux balles

A ce stade-là, ce n'est plus de la gruge au smicard, ou de l'intérim douteux. C'est de l'art.

Simon se cherchait un job étudiant. Va pour stadier. Il adresse donc un CV à la boîte d'intérim Synergie en août dernier. Aucune réponse. Pourtant, on l'appelle le 16 décembre. Mission : garder le parking des VIP. Le match est à 20 h, mais on lui demande de se pointer dès 16 h 30. Ça tombe bien, c'est le jour de la prime de Noël pour les quatre centaines de stadiers mobilisés par le FCNA et employé par son sponsor en chef, la société Synergie, premier sponsor des Canaris en 1970, principal parrain du club depuis 1997. Jusqu'à cette saison, le nom est toujours arboré sur les maillots des joueurs. Le groupe Synergie, dont le siège national est à Orvault, et dont le pédégé est l'UMP Daniel Augereau, c'est du gros calibre. Cinquième boîte d'intérim en France. Un chiffre d'affaires de 1,06 milliards d'euros en 2006, avec une croissance de 15 % vis-à-vis de l'année précédente. Le baratin de la boîte est clair : « *Au sein du groupe Synergie, nous portons une attention particulière à la gestion de votre carrière car nous souhaitons que chacun s'épanouisse dans un métier qui lui corresponde* ». Poursuivant en français approximatif, la communication maison invite « *à venir partager nos valeurs tel que professionnalisme, l'esprit de conquête, le travail d'équipe qui permettent la réussite de chacun au plus haut niveau* ». A Nantes, à La Beaujoire, on commencera par

le plus bas niveau. Il faut bien nourrir l'ambition.

Ce jour de décembre, il fait super froid. Le chef d'équipe tolère exceptionnellement les gants mais pas le bonnet, interdit à un de ces tacherons douillet des oreilles : « *Enlève ça. T'as l'air d'un romano !* ». La qualification de gens du voyage présumé ne relève pas du racisme : c'est juste une question de bon goût bonnetier et c'est tout. Le chef d'équipe signale aux autres qu'un mec à l'essai n'a pas grand chance d'être gardé : « *C'est par rapport à son nom. Trop typé romano* ». Une obsession. La prochaine fois, penser à prendre une allure d'Islandais.

Pour le boulot en faction à la grille du parking, c'est le genre planton impassible. Il faut rester « *impeccable* », c'est-à-dire mains dans le dos en permanence, avec cet avertissement : « *Faut être sérieux. Ya des caméras partout. On vous surveille tout le temps, les mecs ! On peut vous virer comme on veut* ». Des surveillants étroitement surveillés, ça, c'est de la démarche qualité. Espérons que les types qui matent les écrans de contrôle sont eux-mêmes sous le regard permanent de web cams, avec du monde pour visionner les enregistrements et d'autres pour vérifier que le contrôle a bien été effectif.

## Séminariste intégré

Revenons à la première journée



## On en reste coït Torche-cul

Le bon dieu ne voit pas tout. Sinon, François-Régis Hutin n'aurait jamais laissé passer cette incitation aux mœurs dissolues et au commerce du sexe. *Top annonces*, le journal gratuit de petites annonces du groupe *Ouest-France*, prend parfois quelques distances avec l'ennuyé sexuellement correct de province. Ainsi ses deux annonces dans l'édition de Nantes du N°14104 du 29 janvier, page 16 : « *48 ans, très belle femme, de la*

*classe, sportive* » donne un numéro de téléphone en stipulant « *1ere rencontre gratuite* ». Ce qui suppose que la seconde doit être payante. Bon d'accord, la prostitution volontaire n'est pas interdite en France, mais ceux qui touchent un écot au passage, c'est pas comme à la messe où on passe le panier. Certains poètes appellent ça du proxénétisme, alors qu'il ne faut y voir qu'une simple facilitation du vivre ensemble. Même si le lien social sent ici nettement le stupre. Car, stupeur et doux

du stadier. Six heures de travail pour pas un rond. On le prévient alors que c'est toujours comme ça : c'est un bout d'essai, pour se familiariser avec les tâches à accomplir. Le benêt, il n'a même pas reconnu son « séminaire d'intégration » sur le tas. En fait, il a effectué le même taf que les autres, mais gratos.

L'appel de l'aventure et l'appât du gain sont si forts que Simon revient quand même pour un autre match. Convoqué à 16 h 30 alors que le chef d'équipe ne déboule qu'une demi-heure plus tard. Sur le même parking, deux types sont ce jour-là à l'essai, soit treize heures de travail offerts par ces valeureux contributeurs au chiffre d'affaire du groupe. Mais à l'issue des cinq heures du service, Simon a un cadeau : le droit d'aller regarder le match depuis la tribune officielle. Un cadeau strictement limité au temps du match. A la mi temps, il faut former une haie officielle, garde à vous, mains dans le dos, impeccable, surveillé.

Quelques jours plus tard, l'étudiant reçoit sa feuille de paye. Surprise, il n'est payé que 35 euros pour ses cinq heures de travail. En fait, seules quatre heures ont été comptabilisées. A Synergie, on explique au béotien : « *Ah bah, c'est normal, vous êtes une catégorie A* ». Et une catégorie A, justement, n'est payée que quatre heures, quel que soit le nombre d'heures travaillées... Un petit détail qu'on a oublié de lui préciser au départ. L'étudiant proteste. Joker : on le renvoie au FCNA. Comme c'est l'heure des cours, c'est son père qui téléphone au club. Le responsable des stadiers confirme le coup de la « catégorie A » à horaire limité pour la paye, et ajoute que le reste est compensé par l'énorme privilège de pouvoir assister gratuitement aux matchs. Le père, qui signale incidemment qu'il est accessoirement percepteur aux impôts, se fâche à moitié. Et là, bizarrement, le stadier-en-chef se fait tout miel, au point de proposer à des places gratuites pour aller voir des matchs que le gars du fisc refuse. On ne rigole pas avec la corruption, aux Impôts.

Rudi Roussi

Jésus, juste en dessous, une autre annonce stipule « *Ema sex ptite hardeuse ss tabou en direct o tél* ». Rappelons pour ne pas refroidir les ardeurs de nos jeunes lecteurs, qu'une hardeuse n'est pas une chanteuse d'un groupe de hard rock, ni une hasardeuse qui aurait perdu une syllabe par hasard, mais bien une travailleuse du sexe, une tacheronne du film X. Comme quoi, tout le groupe *Ouest-France* n'est pas obnubilé par la top annonce faite à Marie.

Rocco Siffard



# Maman, j'ai raté l'entrée

Encombré de clôtures persistantes, le bâtiment de la maternité n'offre pas la grille de lecture.

Une belle architectu : c'est comme ça qu'on appelle les bâtiments inachevés. Le 21 septembre 2004, l'hôpital Mère et enfant du CHU de Nantes est inauguré avec son parvis monumental et ses augustes colonnes face à la Loire. Inauguré c'est beaucoup dire : le parvis a bien été traversé par les officiels ce jour-là, mais depuis, il n'est toujours pas accessible au public. Les mêmes clôtures grillagées du chantier interdisent toujours l'accès, bien après la fin des travaux.

Cet espace a initialement été conçu comme un grand espace ouvert au public, servant d'accès secondaire à la maternité. Seulement, le jour même de l'inauguration de la maternité, l'architecte Rémy Butler a été prié de laisser les grilles de chantier, et de plancher sur un projet de clôture végétalisée pour séparer le parvis de la rue. Déjà qu'il ne donnait pas accès à l'entrée principale du bâtiment, voilà maintenant qu'il perd son statut de place publique. Il n'aura bientôt de parvis que le nom. D'ailleurs, au CHU on parle maintenant plutôt d'« esplanade ». Il y a un an, sa nouvelle vocation est annoncée : « lieu d'animations pour les patientes et le personnel hospitalier »\*.

Des entrées sont bien prévues dans la haie pour laisser les patientes impatientes courir vers leur accouchement. Entrées qui seront « circonscrites et limitées aux seules heures de consultation », indique Xavier-Pierre Lucas, directeur des travaux et des techniques du CHU.

Mais pourquoi une telle hantise d'un grand parvis ouvert ? À cause des « squatters » pardi. L'an dernier, le CHU craignait l'envahissement « par des "squatters" diurnes ou nocturnes, incontrôlables et

bruyants »\*. « L'esplanade pourrait être attirante pour les gens qui font du skate ou du roller. Il est donc de notre responsabilité de ne pas occasionner une gêne pour les patientes », avance le directeur des travaux du CHU. Déjà que la mairie a installé un skate-park juste à côté, faudrait pas que ces maudits skaters se tapent l'incruste sous les vagissements des bébés.

Les grilles provisoires risquent de durer. La clôture végétale ne

sera pas plantée avant fin 2010, selon le CHU qui veut attendre la fin des travaux encore en cours à l'intérieur. Soit pas moins de trois ans encore de grillages. L'architecte Rémy Butler ne comprend pas bien, le parvis « est un espace public tout comme les 50 Otages... Il ne devrait pas y avoir de grilles ». La maternité déguisée en cage aux fauves, ça a pourtant de la gueule. Libérez les bébés !

\* Ouest-France, le 11 février 2006

## Bedocumentation

### Le cabinet pige à Ouest-France

Un petit morceau de bravoure nantophile dans le courrier des lecteurs d'Ouest-France\*. Hadrien Bedok dit tout le bien qu'il pense des transports gratuits en commun nantais, gratuits pour certains, « tout à l'honneur de l'agglomération ». Il se félicite abondamment, et se congratule même tout seul « en tant que salarié d'une entreprise située sur le territoire de l'agglomération, du dispositif développé par

Nantes métropole pour réduire le coût des abonnements de transport pour les salariés ». Seul hic, Hadrien Bedok, c'est son vrai nom, ne travaille pas dans une entreprise lambda, mais bel et bien au sein de Nantes métropole. Mieux, il est membre du cabinet d'Ayrault à Nantes métropole. Pourvu qu'Ouest-France n'envoie pas une facture pour publication du publi-témoignage

\* samedi 14 avril 2007

## Papa bricoleur

### Un de perdu, dix de retrouvés

Les bidasses en tenue léopard sont revenues d'Abidjan. L'état-major de la 9e brigade légère blindée de marine rentre à la maison, après avoir fait leur boulot au sein de la Force Licorne. Le général Charpentier dit avoir « le sentiment d'une mission bien remplie ». Avec un bémol : « J'ai également le sentiment de tristesse car nous avons perdu un homme ». Paix à ses cendres. On n'en saura pas plus. Les risques du métier. Le quota de pertes. En revanche, on saura mieux les angoisses des familles, enfin celle des survivants, face à l'absence du mari en mission évoquée lors de cette séquence émotion retrouvailles : « Cette fois, ça a été la totale. Tous nos appareils électroménagers sont tombés en panne. Et même la voiture s'est mise à fumer en venant ici. Il était urgent qu'il rentre », confie à Ouest-France cette « maman de trois enfants ». Un peu plus et la voiture se faisait coller une amende pour avoir fumé dans un lieu public. L'horreur totale.

\* Ouest-France, le 6 mars 2007

## Fleurissement

### Bouquet missaire

égayant tous ses sites d'un bouquet de fleurs, Nantes Métropole vous rend hommage à sa manière ». A l'occasion, on remarquera le sens de l'économie et de l'efficacité : le bouquet décore les bureaux toute la journée. Le message électronique est assorti d'un questionnaire hyper féministe : « Pour bien débiter la journée, nous vous proposons un quizz spécial "Journée de la femme" pour tester vos connaissances en 7

questions et quelques clics ! Première question : Quels sont les prénoms féminins les plus courants à Nantes Métropole : Marie-Claire, Sylvie, Anne, Isabelle, Catherine, Nathalie, Stéphanie, Françoise, Chantal ? ». Voilà enfin dévoilée la méthode managériale pour bien faire débiter une journée. Après, qu'elles ne viennent pas pleurer. Qu'elles ne racontent pas non plus qu'elles sont sur-bouquetée.



## Ouest-Miss-France

### Cindy blanchie, une autre miss à l'index

On était passé à un doigt de l'incident diplomatique régional, et voilà qu'Ouest-France renonçant à son développement à Nouméa, montre du doigt une autre miss.

L'ex-miss Bretagne, Cindy Trichereau est blanche comme neige\*. Ouest-France signale qu'elle a obtenu gain de cause contre *Le Parisien*, les méchants, bouh, qui l'avaient accusée d'avoir doigté d'honneur que c'est même pas poli du tout et pas très démocrate chrétien. A partir d'une seule photo de groupe d'où surgissait un doigt anonyme, un journaliste futé avait habilement déduit que le doigt appartenait à une main, reliée à un bras. Et que si on remontait jusqu'à la tête, on confondait directement notre Miss Bretagne. La confusion a été totale. Honni soit qui mal informe. Le journal de Paris est condamné pour diffamation. Il y a une justice en ce pays. La Bretagne ressort la tête haute de cette trouble affaire. Mais comme la rubrique pipole est un bon filon, le quotidien de Rennes balance, au risque de faire rebondir le feuilleton. Le journal chrétien cite l'avocat de la miss, qui accuse : « Très vite,

on savait que Miss Nouvelle-Calédonie avait fait le coup »\*\*. Tout ça sans preuve ni recouplement, sans que la Miss Nouvelle-Calédonie, présumée innocente jusqu'à preuve du contraire, puisse donner sa version, ses empreintes digitales et les mensurations de son avant-bras droit. Une contre-expertise médiatico-anatomique doit être ordonnée. N'écoutez que sa recherche de la vérité et pourchassant l'obscénité, *Ouest-France*, journal moderne, à l'affût de l'info, prend les mêmes risques que *Le Parisien* au début de l'affaire. Avec des dérapages comme ça, on va se retrouver avec une guerre Bretagne Nouvelle-Calédonie sur les bras. Espérons que François-Régis ait prévu un gilet brodé pare-balles et un chapeau rond en tungstène. Sont costauds, ces Kanaks.

\* Voir « La miss se fait taper sur le doigt », *Lulu* N°51, décembre 2005, et « La miss exige un doigt de réponse », *Lulu* 53, juillet 2006.

\*\* Ouest-France le 21 février 2007

## Surcoût, ne dites rien

### Double crachat au bassin

L'éléphant géant du projet des machines de l'île qui avait déjà pris 800 000 euros de rab de subvention en décembre 2006, six mois avant l'inauguration, pour anticiper sur les futures pertes présumées d'exploitation. En mars, c'est une rallonge de 227 000 euros qu'a voté Nantes métropole. Autre alourdi de la session, le mémorial à l'abolition de l'esclavage prend 400 000 euros dans les dents, suite à de menues modifs et « adaptations nécessaires » exigées par l'artiste et l'architecte auteurs du projet. Le « cheminement méditatif », autre nom de mémorial sous le quai de la Fosse, doit pousser les contribuables à la méditation sur les honoraires des artistes. Un seul conseil communautaire suffit pour voir deux factures prennent du poids d'un seul coup. Que font les weight watchers ?

## Quitte ou aime

### Sarko sur la réserve

Pour assister à un meeting nantais de Sarko au Zénith, la permanence de l'UMP prenait des inscriptions à l'avance. Quand les bureaux étaient fermés, il fallait confier son identi-

té au répondeur. Mais attention. La voix enregistrée expliquait bien que « cette réservation ne donne aucun droit à des places réservées ». C'était le message à retenir : aucun droit.





Peberoque

# Une fille en pleine réforme

La fréquentation du Medef est déconseillée aux enfants. La lecture des journaux est dangereuse pour les bébés. Faites passer.

Le même jour\*, le patron d'Ouest-France nous fait la leçon sur une France centrée sur elle-même, nombriliste, coincée par son « hexagone mental » et qui aurait abdiqué, délaissant son rôle à jouer dans le monde des grandes puissances. Tout ça la faute au méchant non au référendum que la morale et François-Régis réprouvent méchamment. Le boss est animé par une philosophie de domination qui consiste à penser qu'on n'existe que si on est une grande puissance, contrôlant les autres. La fille résert la même sauce quatre pages plus loin. La rejetone du boss rend compte d'un bouquin où s'exprime Michel Pébereau, sans dire que c'est le patron de BNP Paribas, préférant l'introduire comme membre de l'Institut de l'entreprise, machin présenté par Jeanne-Emmanuelle Hutin comme un « groupe de réflexion indépendant des syndicats et des partis ». Souligner cette indépendance vis-à-vis d'instances aussi coincées et néfastes laisse entendre que ce groupuscule est objectif, impartial, neutre, au-dessus des passions. Ce truc si indépendant est quand même une pure création patronale, faite par les patrons militants pour dire tout le bien qu'il fait penser du capitalisme rédempteur. On y retrouve des membres indépendants de tout et de rien comme

le Medef, les groupes Accor, AGF, Alstom, Arcelor, Areva, Carrefour, Danone et Pernod-Ricard, la compagnie financière Edmond de Rothschild, pratiquement toutes les banques, des cimentiers et des pétroliers comme Total, les fabricants d'armes comme Thalès. Autant de héros de notre temps incarnant la modernité du capitalisme qui va de l'avant, pourfendant l'hydre des hideux archaïsmes rétrogrades. Cet institut très marqué, vraie succursale du Medef, est volontiers qualifié de « fer de lance de la réflexion patronale »\*\*. Quant à Pébereau l'indépendant, l'animal est aussi membre du Siècle, un éminent club de réflexion (on dit think tank, siouplait) qui réunit les plus puissants et les top influents de la classe dirigeante française. Tous indépendants, comme il se doit. Ainsi, Michel Pébereau a une indépendance d'électron libre type : il est à peine polytechnicien, tout juste ancien conseiller de Giscard, a très légèrement fait carrière dans la banque et l'assurance, jusqu'à présider, mais sans le faire exprès, la BNP. Son désintéressement est allé jusqu'à se propulser administrateur de diverses sociétés, Lafarge, Saint-Gobain, UAP, les Galeries Lafayette. Et accessoirement se faire bombarder membre du conseil exécutif du Medef, dernièrement en charge de réfléchir

au devenir des universités pour ce lobby patronal. L'indépendance comme une ligne de vie. La vénération que Fille Hutin a pour cet électron libre la pousse à redonner la parole au même lascar et à son compère Bernard Spitz le lendemain, et le surlendemain sous forme d'édito. Le titre de l'article : « Non, les français n'ont pas toujours peur des réformes ». Une vraie chargée de com, la Jeanne Emmanuelle. Ancien directeur stratégie chez Vivendi Universal, ancien conseiller de Rocard à Matignon, ce Bernard Spitz préside BSConseil, une société de conseil en stratégie et en communication. Le bonhomme est aussi secrétaire général d'En temps réel, un « think tank » où il croise Laure Adler et Laurent Joffrin, Pascal Lamy, le patron de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, le PDG de la Fnac Denis Olivennes, ou Antoine de Tarlé directeur général adjoint de Ouest-France et patron de Ouest-France multimedia. Ce n'est donc pas seulement en hommage à l'esprit d'indépendance, et à l'esprit tout court que Miss Hutin a choisi ses braves gens. C'est par pur hasard. Et la pureté, c'est tellement rare, de nos jours.

Laurent Parisette

\* Ouest-France, le 20 janvier 2007  
\*\* Les Échos, le 24 janvier 2001



Retour de flem

## Le plombé polonais

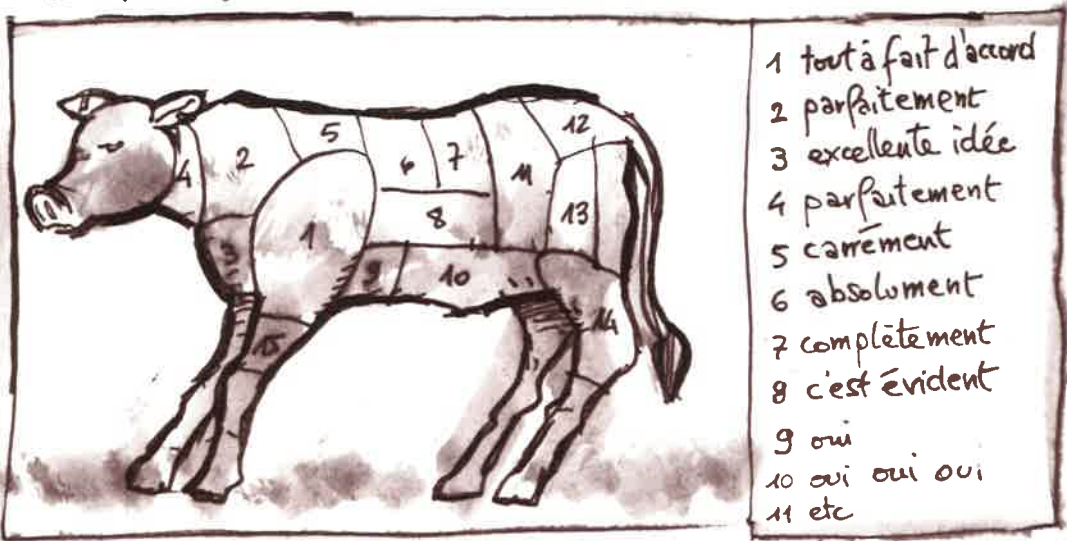
L'ajusteur polonais avait bien failli laisser sa peau dans le paquebot en construction\*. C'était le 25 mai 2005. Dans un trou de souris, Adam Terepora découpait la ferraille au chalumeau, à 3000°. Le feu a pris dans sa combinaison de travail, 40 % coton, 60 % polyester. L'employeur avait garanti que c'était aux normes européennes. Un bobard, question sécurité, ce polyester a aggravé les brûlures. Depuis cet accident du travail dans lequel il a failli rester, il va à peine mieux, merci. Deux ans après, « les greffes de peau n'ont pas complètement pris ni cicatrisé, et les plaies se rouvrent encore », explique sa famille à Lulu. Pas question pour lui de chercher du travail. La plainte contre son employeur pour mise en danger d'autrui semblait se hâter avec lenteur dans les couloirs du tribunal nazairien. Le dossier d'Adam Terepora a finalement bien été pris en compte par la juge d'instruction, après que la CGT, partie civile, ait fortement insisté. Le procureur avait tenté l'option oubliettes en objectant que ce dossier n'était pas du ressort des organisations syndicales. Devant le tollé de la CGT, une consignation a été

fixée. Le montant exigé par la justice : 2 500 euros ! Et la machine s'est remise en route. Le secrétaire du CHSCT des chantiers a été convoqué par la police. Adam Terepora était venu en France avec la garantie de toucher le smic français. Il n'aura été payé qu'en zlotys, l'équivalent de 2,85 euros de l'heure, bien en dessous du smic promis. N'allez surtout pas lui dire que les intérêts patronaux interfèrent avec les menées de justice locale. Ce serait faire injure aux interférences. D'autant que la justice mène la vie aux soutiens des prolos polonais.

Une grève d'autres ouvriers polacks avait donné lieu à un communiqué de la CGT, repris par le site web militant Bellaciao. La direction des chantiers (version avant Aker yards) a déposé plainte. Contre l'USM-CGT pour avoir dénoncé les conditions dans lesquelles sont traités les travailleurs polonais, et contre Bellaciao pour avoir relayé le communiqué de presse syndical. Ailleurs de tous les pays, unissez-vous.

\* Lire « Le Polack laisse sa peau sur le paquebot », Lulu n°49, été 2005

### LES FRANÇAIS FIN PRÊTS POUR LES RÉFORMES



laine et bambou !

## Aux chiottes dimanche

On croit ne dépenser que 80 centimes d'euros pour s'informer, et on se retrouve à cla-

quer pour 3587,90 euros de trucs dont on ignorait jusque là l'existence. Le 18 mars, en trois pages

seulement, Dimanche Ouest-France prescrit de quoi se délester de près de trois fois le montant du smic. Et encore, il manque le coût de la robe en soie mauve et le manteau en laine et bambou (sic) de la bimbo page 4. Car tout est in-dis-pen-sa-ble ! Des extensions de garantie pour un écran plasma à une trousse de maquillage « de printemps », sans oublier de quoi refaire la déco des chiottes, avec notamment un goguenot design « en forme d'œuf suspendu » à 661 euros la bête ou un « frein de chute » à partir de 69 euros, évitant l'insupportable bruit du couvercle qui claque sur la cuvette. Ici Ouest-France ne fait pas la morale. Dimanche, c'est catalogue de pub. Il y a quand même une morale. Comme c'est le dimanche, les magasins sont fermés. L'envie, c'est pas un péché mortel, des fois ?

La fessée à Lulu

### Odalisque et périls

Une odalisque de Matisse ? De Manet, pas de Matisse, ahuri ! Ce Lulu, quel inculte. L'article « Matelas meuf bleu pétard » du numéro 55 s'est bien emmêlé les pinceaux. Ce que qu'un éminent odalisologue a fort justement rappelé à Lulu.

A côté d'la plaque

Dans l'article « Du passé fait table rase » du numéro 55, Lulu disait que le passé ouvrier était quasi aux oubliettes de la mémoire officielle. C'est vrai pour les visites de l'office du tourisme, moins vrai pour le Château qui a consacré une petite salle à la mémoire des grèves de métallos de 1955, avec des extraits du film de Demy « Une chambre en ville ». Et la ville a inauguré une plaque là où Jean Rigollet est mort d'une balle de CRS. La table rase repassera.

Participe passé

### Co-con toi même

La démocratie, c'est pas fastoche. Suffit pas de participer, tout bonnement. A Malakoff, par exemple, « les habitants participent à l'élaboration d'un outil multimedia dans le cadre d'une démarche de co-construction du contenu qui leur permet de mieux appréhender leur territoire et d'en devenir acteurs ». Pour convaincre le populo d'une telle démarche, il faut certainement de bons démarcheurs.

\* Territoires n° 476, mars 2007

## Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Pich, Julien social, Guillaume èS, Ali Bobo, Mauresque, Nicolas de La Casinière. Mise en page : L. Gikel. Directeur de Publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911- N° CPPAP : 0211 G 88321. Dépôt légal à parution. Édité à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG 13 rue Antoine Lavoisier 44980 Ste-Luce pour : La Luttre à Lulu, asso 1901, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes. Toutes les archives du journal (sauf le dernier numéro) sur <lalettrelululu.com>.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

### Abonnement 20 € = 10 numéros

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Chèque à l'ordre de  
La Luttre à Leuleu,  
11 rue des Olivettes  
44000 Nantes